



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 25 mars 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CSP (Centre Spécialités Pharmaceutiques)**

ZA La Barogne  
BP 44  
77230 Moussy-le-Neuf

Références : E/24-0672  
Code AIOT : 0006508798

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2023 dans l'établissement CSP (Centre Spécialités Pharmaceutiques) implanté ZA La Barogne B.P. 44 77230 Moussy-le-Neuf. L'inspection a été annoncée le 07/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CSP (Centre Spécialités Pharmaceutiques)
- ZA La Barogne B.P. 44 77230 Moussy-le-Neuf
- Code AIOT : 0006508798
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société CSP prend en charge les produits de santé dès leur sortie de production et assure pour le compte des laboratoires leur stockage et leur distribution. La société CSP est titulaire d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter DCSE/BPE/IC n°2018/44 portant autorisation d'exploiter l'extension de l'entrepôt existant de stockage de matières combustibles situé zone d'activités de la Barogne, 3 Avenue des 22 Arpents sur le territoire de Moussy-le-Neuf (77 230). L'établissement est soumis à autorisation au titre de la rubrique 4510 et relève du statut Seveso seuil bas pour cette même rubrique. Le site est également soumis à enregistrement au titre des rubriques 1510 et 4331.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suite de l'inspection du 04/06/2021
- Situation administrative /État des stocks
- Porter à connaissance « modification apportée au projet d'extension durant la phase chantier »

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 8.3.5	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Suite de l'inspection du 04/06/2021	Lettre du 14/06/2021, article Observation n°2	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 8.7.8.1.	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Suite de l'inspection du 04/06/2021	Lettre du 14/06/2021, article Observation n°3	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Étude des effets thermiques (entrepôt couvert soumis à la rubrique 1510)	Arrêté du 11/04/17, Annexe VIII	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article divers	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Installation de réfrigération-compression	Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 9.35	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Équipements sous pression et récipients à pression simples	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite de l'inspection du 04/06/2021	Lettre du 14/06/2021, article Observation n°1	Sans objet
7	Ressource en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 8.7.4	Sans objet
9	Entrepôt	Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 9.1.7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 29 novembre 2023 visait à faire un point sur :

- la situation administrative du site ;
- les sujets d'actualité dont le porter à connaissance de modifications suite à l'extension de l'entrepôt opéré dès 2020 ;
- les suites de l'inspection du 04/06/2021.

7 observations et 5 non-conformités sont décrites dans les fiches de constats suivantes.

### 2-4) Fiches de constats



**N° 1 : Suite de l'inspection du 04/06/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 14/06/2021, article Observation n°1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Installation de protection foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Observation n°1 du rapport d'inspection du 04/06/2021 :</u> l'exploitant fournira à l'inspection le rapport de vérification foudre définitif.
<b>Constats :</b> Un rapport du 05/12/2022 de vérification complète concernant le système de protection foudre pour l'intervention du 14-15/11/2022 est présenté et transmis à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Infrastructures et installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 8.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.  Les dispositifs de protection contre la foudre sont vérifiés conformément à la réglementation en vigueur.  Il est remédié par l'exploitant à toutes déficiences dans les plus brefs délais.
<b>Constats :</b> Le rapport du 05/12/2022 de vérification complète concernant le système de protection foudre conclut que « L'installation de protection foudre n'est pas conforme aux normes et arrêtés foudre en vigueur. Il est nécessaire de réaliser les modifications citées ci-dessus pour améliorer la protection des biens et personnes sur le site. »  L'exploitant s'engage à ce que ces non-conformités soient soldées par FRANCE PARATONNERRES. Une prochaine visite est prévue le 05-09/12/2023.  <b>Non-conformité n°231129-1 :</b> L'exploitant justifiera auprès de l'inspection que ces non-conformités sont résolues. Il adressera notamment les conclusions de la visite de décembre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Suite de l'inspection du 04/06/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 14/06/2021, article Observation n°2
<b>Thème(s) :</b> Autre, POI
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Constat de l'inspection du 04/06/2021 :</u> L'inspection prend note de l'évolution du POI. Néanmoins, certaines pages comme l'annexe « RECENSEMENT DES MOYENS – Matériels de lutte contre l'incendie » sont encore à l'état de projet dans la version transmise du POI.  <u>Observation n°2 du rapport d'inspection du 04/06/2021 :</u> l'exploitant fournira à l'inspection la version définitive du POI (en versions papier et informatique) et informera l'inspection de la date retenue pour l'exercice.



**Constats :**

L'inspection a réceptionné, en version papier, le POI le 28/07/2022.

Le 04/08/2022, l'inspection a adressé par mail les coordonnées de la DRIEAT ainsi que ceux de la préfecture à corriger dans le POI.

L'exploitant n'a pas tenu compte de ce mail. La version actuelle du POI est celle du 01/07/2022.

Cependant, le POI est en cours de réactualisation (redéfinition des postes) et ce dernier sera finalisé en 2024.

**Observation n°231129-1 :** L'exploitant s'engage à rectifier l'annuaire du POI et à transmettre à l'inspection la prochaine version (2024) du POI sous format électronique et papier.

Le dernier exercice POI a été effectué 17/07/2023 en salle (un scénario de feu en cellule de charge). Les pistes d'amélioration ont été basculées dans le plan d'actions HSE. L'action « nouveau point d'assemblage » a pu être consultée et est en cours.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Consignes générales d'intervention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 8.7.8.1.

**Thème(s) :** Risques accidentels, POI

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.) par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.. En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel du Plan Particulier d'Intervention par le préfet. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au POI et au PPI en application de l'article 1° du décret 2005-1158 du 13 septembre 2005 et de l'article R.512-29 du Code de l'environnement.

Le P.O.I. est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :
- l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant,
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,
- la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection

des installations classées.
<b>Constats :</b> Dates des derniers exercices : 2021 : 07/12/2021 2023 : salle 17/07/2023 (un scénario de feu en cellule de charge). La fiche bilan de l'exercice a été présentée et transmise à l'inspection par mail. L'exercice terrain programmé initialement en décembre 2023 est repoussé à 2024.  L'inspection n'a pas eu connaissance des dernières dates d'exercices.  <b>Non-conformité n°231129-2 :</b> L'inspection des installations classées n'a pas été informée de la date retenue des derniers exercices. De plus, l'exploitant n'a pas organisé un test annuel du dispositif et/ou des moyens d'intervention indiqué dans le POI au cours de l'année 2022.  <b>Non-conformité n°231129-3 :</b> l'exploitant ne dispose pas de procédure écrite pour « la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. » selon les dispositions de l'article 8.7.8.1. de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2018.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Suite de l'inspection du 04/06/2021

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 14/06/2021, article Observation n°3
<b>Thème(s) :</b> Autre, PAC modification apportée au projet d'extension durant la phase chantier
<b>Prescription contrôlée :</b> Porter à connaissance de mars 2020 (« Présentation des modifications apportées à l'établissement »).  <u>Réponse de l'exploitant à l'inspection du 02/10/2020 :</u> L'exploitant indique que le dossier de porter à connaissance va être modifié. <ul style="list-style-type: none"> <li>• La zone de la cellule 8 où était prévue un local de charge est pour l'instant uniquement utilisée pour le stockage des matériels de protection, barrières... et non pour du stockage de produit.</li> <li>• Le dossier de porter à connaissance est donc en stand-by pour le moment.</li> </ul> <u>Observation n°3 du rapport d'inspection du 04/06/2021 :</u> Quand l'affectation définitive sera statuée, l'exploitant fournira à l'inspection une nouvelle version de son dossier de porter à connaissance.
<b>Constats :</b> Le porter à connaissance n'a pas connu d'autres versions. Le local de charge de la cellule 8 n'a jamais été construit conformément au porter à connaissance. La zone initialement prévue pour le local de charge a été affectée à une zone de circulation et une zone de stockage tampon de médicaments (1 journée ou 1/2 journée maximum).  <b>Observation n°231129-2 :</b> L'exploitant précisera : <ul style="list-style-type: none"> <li>• quelle était la puissance de charge prévue dans le local de charge en C8</li> <li>• quelle est la puissance totale de charge des locaux de charge actuellement présents sur site.</li> </ul> L'exploitant affirme que cette nouvelle affectation ne remet pas en cause les données de l'étude de dangers.  Une étude Flumilog visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques de 8 kW/m², en cas d'incendie, a été réalisée dernièrement (rapport v2 du 27/08/2023). L'exploitant

précise que la configuration actuelle de la cellule 8 sans le local de charge a été prise en compte. Ce sujet est détaillé au point de constat n°6.

Le porter à connaissance (dans sa globalité) impacte certaines dispositions de l'arrêté préfectoral DCSE/BPE/IC n°2018/44 du 10 juillet 2018 en vigueur (surface de stockage de la C8, volume de l'extension (1510), volume autorisé au titre de la rubrique 2925 (accumulateur des ateliers de charge) et éventuellement, les ressources en eau...).

**Observation n°231129-3 :** Le dossier de porter à connaissance doit préciser quels articles de l'arrêté préfectoral DCSE/BPE/IC n°2018/44 du 10 juillet 2018 doivent être modifiés compte tenu des modifications mises en œuvre en phase chantier. Les informations nécessaires à la mise à jour des prescriptions concernées devront également être précisées.

À réception de cette analyse, les dispositions prévues par l'arrêté préfectoral DCSE/BPE/IC n°2018/44 du 10 juillet 2018 impactées par ces modifications seront mises à jour par un arrêté préfectoral complémentaire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N°6 : Étude des effets thermiques (entrepôt couvert soumis à la rubrique 1510)**

**Référence réglementaire :** Arrêté du 11/04/17, Annexe VIII

**Thème(s) :** Étude des effets thermiques (entrepôt couvert soumis à la rubrique 1510)

**Prescription contrôlée :**

##### **« 1. Étude des effets thermiques**

« L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m<sup>2</sup>. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (réf. DRAC 09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

« Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

##### **« 2. Mesures à prendre**

« A. Lorsque l'étude précitée met en évidence des effets thermiques supérieurs à 8 kW/m<sup>2</sup> en limite de site, l'exploitant met en place, dans les deux ans suivant la date d'échéance de l'élaboration de l'étude et pour toute cellule dont la surface est supérieure à 3 000 m<sup>2</sup> :

« - soit un système d'extinction automatique d'incendie ;

« - soit un dispositif séparatif REI 120 conformes aux dispositions prévues par le point 6 de l'annexe II. afin de réduire la surface maximale des cellules à 3 000 m<sup>2</sup> ainsi que des dispositifs de désenfumage conformes aux dispositions prévues par le point 5 de l'annexe II. Le dépassement des murs REI 120 en toiture peut être remplacé par un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture. L'exploitant vérifie la compatibilité du dispositif mis en place avec le comportement au feu de la structure. Les



<p>justificatifs associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>« Cette disposition n'est pas applicable aux cellules frigorifiques à température négative.</p> <p>« B. Lorsque, après mise en place le cas échéant des mesures indiquées au A, subsistent, en cas d'incendie, des effets thermiques de plus de 8 kW/m<sup>2</sup> en dehors des limites de propriété du site et atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant en informe le préfet en précisant les mesures qu'il envisage et l'échéancier de mise en œuvre. Il prend, dans les trois années qui suivent l'échéance de remise de l'étude, les mesures permettant que les effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m<sup>2</sup> soient contenus dans les limites du site ou des zones ne faisant l'objet d'aucune occupation permanente au moyen, si nécessaire, de la diminution et réorganisation des stockages, la mise en place d'un dispositif séparatif EI120, la mise en place d'un dispositif de refroidissement ou de tout autre moyen de fiabilité et d'efficacité équivalentes pour réduire les effets thermiques.</p> <p>« S'il existe, le dispositif de refroidissement, est un dispositif fixe, dont le déclenchement est asservi à la détection automatique d'incendie, et faisant l'objet de tests périodiques renouvelés au moins une fois par mois.</p> <p>« Toutefois, lorsque la zone considérée est incluse dans le périmètre d'installations classées pour la protection de l'environnement et tant qu'un arrêté préfectoral permet de s'assurer de l'absence d'occupation permanente dans la zone, ces dispositions ne sont pas applicables.</p> <p>« C. Lorsque, après la mise en place, le cas échéant, des mesures indiquées au A ou B, subsistent des effets thermiques en cas d'incendie de plus de 8 kW/m<sup>2</sup> au-delà des limites de site, l'exploitant renouvelle l'application de l'étude visée au I puis des mesures visées au II de l'annexe VIII dans un délai maximal de 5 après l'échéance de remise de la dernière mise à jour de l'étude visée au I de la présente annexe.</p> <p>« Ce renouvellement vise à prendre en compte, le cas échéant, l'évolution de la situation autour des limites des sites, notamment en ce qui concerne les éventuels arrêtés préfectoraux et zones d'occupation permanente. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une étude Flumilog visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup>, en cas d'incendie, a été réalisée dernièrement (rapport v2 du 27/08/2023). Des effets sortent du site et des travaux sont prévus en 2024 pour être conforme à la prescription du point « 2. Mesures à prendre » de l'annexe VIII de l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.</p>
<p><b>Observation n° 231129-4 :</b> L'exploitant informera l'inspection des mesures qu'il envisage pour être conforme à la prescription du point « 2. Mesures à prendre » de l'annexe VIII de l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, ainsi que l'échéancier de mise en œuvre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N°7 : Ressource en eau et en mousse**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 8.7.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Poteaux incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> annexe confidentielle</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En 2022, le SDIS a transmis un avis sur la Défense extérieure Contre l'Incendie (DECI) lors d'une reconnaissance opérationnelle périodique (effectuée chaque année sur le site). Ce dernier indique des non-conformités.</p>

L'inspection constate que les Points d'Eau Incendie (PEI) disposent bien des aires de stationnement matérialisées au sol permettant la mise en œuvre d'un engin et les 5 nouveaux PEI ont été intégrés au plan de masse du site (la nouvelle boucle de poteaux d'incendie fait suite aux travaux d'agrandissement du dépôt 7 : nouvelles cellules C7 à C11). Par ailleurs, la signalisation des poteaux est existante. L'inspection a pu constater le bon entretien du bassin de rétention des eaux incendies et de récupération des eaux pluviales.

La dernière reconnaissance opérationnelle périodique avec le SDIS a été effectuée pendant l'été 2023.

Concernant les extincteurs, le dernier contrôle a été effectué par un prestataire le 17/10/2023. L'inspection a pu consulter le bulletin de vérification/ synthèse du 04/11/23.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 8 : État des stocks**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article divers

**Thème(s) :** Situation administrative, État des stocks

**Prescription contrôlée :**  
CHAPITRE 9.1 ENTREPÔT  
ARTICLE 9.1.1. CARACTÉRISTIQUES  
Cf. annexe à diffusion restreinte

---

ARTICLE 9.1.8.1. État des stocks

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité.

Cet état des stocks doit permettre de vérifier à tout instant la nature des produits et les quantités maximales autorisées. Cet état des stocks doit permettre à tout instant de vérifier rapidement le respect de la règle de cumul définie à l'article 1.2.1 du présent arrêté. Un plan général des stockages est annexé à cet état. Cet état est synthétique et rapidement exploitable pour l'intervention des services d'incendie et de Secours.

---

ARTICLE 8.2.2. ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX

L'exploitant tient à jour un inventaire indiquant la nature, la quantité et la localisation (bâtiments, réservoirs, appareils, équipements, etc.) des matières dangereuses présentes, auquel est annexé un plan général des ateliers, des aires et des stockages.

À minima, cet inventaire est mis à jour quotidiennement en fin de journée pour les liquides relevant de la rubrique 4331.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues par le Code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

---

TITRE 6 - SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES  
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES  
ARTICLE 6.1.1. IDENTIFICATION DES PRODUITS

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de données de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.

**Constats :**

L'exploitant présente différents états des stocks et les transmet par mail à l'inspection le jour de l'inspection :

- état des stocks ICPE ;
- état des stocks d'aérosols inflammables (AI) ;
- état des stocks de liquides inflammables (LI) ;
- classification-situation ICPE pour les rubriques 4XXX avec les règles de cumul et comparaison aux volumes autorisés.

Ces états des stocks sont mis à jour tous les vendredis.

Dans ces états des stocks (fichiers tableur), les « articles » sont listés dans les différents onglets « Magasin de Grande Hauteur » (MGH). Le MGH7 regroupe les cellules 7 à 10. La localisation des

produits est néanmoins précisée dans l'une des colonnes.

L'exploitant dispose par ailleurs d'un état des stocks synthétique et quotidien « matières dangereuses » relatif aux rubriques 4XXX avec les mentions de dangers, les quantités (en tonnage et en nombre de palettes) et leur localisation. Cet état des stocks est mis à la disposition des pompiers en cas d'accident sur le site.

L'inspection constate que dans cet état des stocks, les cellules 8 et 11 n'apparaissent pas. L'exploitant précise par mail le 02/01/2024 que dans ces deux cellules les palettes sont en instance de départ (elles sont présentes de 1 à 2 heures) et donc qu'il n'y a pas de stockage comme dans les autres cellules.

**Observation n°231129-5 :** Compte tenu de la conception de cet état des stocks qui ne vise pas l'ensemble des cellules, l'exploitant précisera comment s'effectue la mise à jour de cet état des stocks pour les cellules 8 et 11 en cas de stockage dans l'une de ces cellules, notamment pour la cellule 8.

Dans les états des stocks « matières dangereuses », des palettes de liquides inflammables sont stockées ailleurs que dans les cellules autorisées à cet effet : 85 palettes dans le MGH1, 34 palettes dans le MGH3 par exemple. De même, des aérosols sont par exemple stockés à hauteur de 28 palettes dans le MGH4 et 18 palettes dans le MGH7 cellule 10.

**Non-conformité n°231129-4 :** L'exploitant ne respecte pas l'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de son arrêté préfectoral n°DCSE/BPE/IC n°2018/44 du 10/07/2018 en stockant des liquides inflammables et des aérosols dans des cellules non autorisées à cet effet.

L'article 9.1.1 indique des caractéristiques de l'entrepôt avec des quantités maximales de matières combustibles stockées (en tonne) par cellules.

**Observation n°231129-6 :** A ce jour, aucun état des stocks ne permet d'assurer que les quantités maximales indiquées à l'article 9.1.1 de l'arrêté du 10/07/2018 sont respectées. Il est par ailleurs indiqué un tonnage à respecter pour la cellule 11.

Tous les vendredis, l'exploitant effectue une revue de son état des stocks et envoie un mail de situation au client.

Par ailleurs, le client adresse, régulièrement depuis 2020, sa prévision de stockage à l'exploitant qui valide ou non le stockage à venir selon les capacités de l'entrepôt.

Les fiches de données de sécurité (FDS) sont enregistrées sur le réseau par client.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 9 : Entrepôt

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 9.1.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérifications périodiques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu,....notamment). Les vérifications périodiques doivent être inscrites sur un registre.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un tableau de suivi des vérifications générales périodiques (sécurité incendie, équipements électriques, bâtiment, HSE, EPI, porte électrique, ..). Le suivi est effectué

par mois et les retards sont identifiés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Installation de réfrigération-compression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2018, article 9.35
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Constat de fuites de fluides frigorigènes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors de ce contrôle, l'opérateur responsable du contrôle en dresse le constat par un document qu'il remet au détenteur de l'équipement, lequel prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée. Pour les équipements contenant plus de trois cents kilogrammes de fluides frigorigènes, l'opérateur adresse une copie de ce constat au représentant de l'État dans le département.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une déclaration de dégazage a été adressée à l'inspection le 06/03/2023 concernant un dégazage accidentel d'un équipement frigorifique en 2022. Ce dégazage a été détecté lors du contrôle d'étanchéité périodique mené le 4 avril 2022. La déclaration à l'inspection a été réalisée le 28/02/2023 pour une réparation de l'installation le 22/07/2022.</p> <p>Le 21/03/2023, l'inspection rappelle par mail à l'exploitant que les fuites de fluides frigorigènes constatées sont à déclarer sur GEREPE.</p> <p>De plus, l'inspection rappelle à l'exploitant dans un courrier daté du 26/06/2023 de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus dans le cadre de l'exploitation de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p><b>Observation n°231129-7 :</b> L'exploitant est tenu d'informer l'inspection du remplacement effectif des groupes frigorifiques du site prévu en 2024.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection demande la liste des équipements sous pression à l'exploitant (les systèmes frigorifiques en faisant partie). L'exploitant précise qu'une commande est en cours pour régulariser sa situation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°11 : Équipements sous pression et récipients à pression simples

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des équipements sous pression et des récipients à pression simples
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non-conformité n°231129-5 :</b></p> <p>L'exploitant ne tient pas à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des</p>



tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples (article 6.III).

L'exploitant précise qu'une commande est en cours pour régulariser sa situation.

L'inspection précise qu'une visite de surveillance du parc d'équipements sous pression pourra être organisée pour but de contrôler le respect des dispositions de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des ESP et des récipients à pression simples.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 15 jours